

LA POLOGNE PERD UN ALLIÉ PRÉCIEUX

Le Royaume-Uni a toujours soutenu la Pologne dans sa vision d'une Union européenne à géométrie variable. Le gouvernement polonais réussira-t-il à nouer de nouvelles alliances afin de ne pas voir s'étioler son « pouvoir discret » au sein de l'UE ?

La Pologne fait partie des pays européens qui risquent de souffrir le plus du résultat du référendum britannique et de la consolidation du noyau dur de l'Union européenne qui va en découler. Paradoxalement, le gouvernement national-conservateur du parti Droit et Justice (PiS) s'affiche relativement optimiste quant aux conséquences à attendre du Brexit. À plusieurs reprises, ses représentants ont suggéré que le Brexit confirmait leur conviction selon laquelle l'UE connaissait une crise profonde, et qu'il allait permettre d'ouvrir la voie à une réforme majeure de l'Europe. Selon eux, l'UE devrait renouer avec ses racines.

Avant le référendum, la Pologne pouvait raisonnablement s'attendre à ce que le Royaume-Uni se révèle un allié de taille dans sa poursuite d'une Union à géométrie variable, avec un rôle renforcé des capitales des États membres et une approche qui mise plus sur le marché unique que sur la zone euro comme champ majeur d'intégration européenne. En fait, plus tôt cette année, le ministre polonais des Affaires étrangères, Witold Waszczykowski, avait indiqué que la Grande-Bretagne (et non l'Allemagne) était le partenaire politique le plus important du pays au sein de l'UE.

Toutefois, la tournure prise par les événements, peu après le vote britannique, a forcé le gouvernement polonais à

Le gouvernement polonais a dû élaborer un « plan B »

élaborer un « plan B ». En réaction aux signes avant-coureurs d'un rapprochement entre les membres occidentaux de la zone euro, Varsovie a opté pour le renforcement de la coopération non seulement avec les « suspects habituels » du groupe de Vise-grad (Hongrie, République tchèque et Slovaquie), mais aussi avec le triangle de Weimar (Allemagne et France).

Néanmoins, la Pologne doit faire face à une situation extrêmement difficile : d'abord,

elle reste en dehors de la zone euro, et la rejoindre n'intéresse pas ni le gouvernement actuel, ni la société dans sa majorité. Or, les pays se trouvant dans une situation comparable se font plus rares. Pire encore, Varsovie passe de plus en plus pour le coupable tout trouvé de la division restaurée entre l'Ouest et l'Est, notamment en raison de sa ferme opposition à adhérer au programme de relocalisation des migrants de l'UE. Pour couronner le tout, les tensions permanentes entre Bruxelles et Varsovie ont considérablement affaibli le « pouvoir discret » du pays au sein de l'UE.

Le choix d'un triangle

Dans les années à venir, nous pouvons nous attendre à un regain de pressions exercées sur la Pologne (de la part de l'Ouest, mais aussi de ses partenaires régionaux comme la Slovaquie) pour qu'elle accepte au minimum un certain degré d'intégration à la zone euro, voire une intégration complète. Sans surprise, cela sera particulièrement difficile à avaler pour le gouvernement, qui s'est imposé comme le défenseur de la souveraineté et de l'identité nationale du pays. Cela ne veut pas dire que la Pologne se contentera d'attendre sans réagir. Le gouverne-

ment polonais espérera sûrement pouvoir continuer à influencer sur l'évolution de l'UE et essaiera de recentrer la discussion sur d'autres sujets, comme

les relations inter-institutionnelles, la justice, la sécurité ou le marché unique. Cependant, il risque de ne pas avoir assez de poids pour placer ces thèmes au cœur des débats européens.

La Pologne peut toujours espérer que les nouvelles décisions ne seront pas prises par deux groupes de pays (par exemple, les anciens membres contre les nouveaux, ou les membres de la zone euro contre tous les autres), mais plutôt au sein d'un



Beata Szydło, Premier ministre depuis octobre 2015.

triangle, notamment avec les pays du « Club Med »⁽¹⁾ qui critiquent de plus en plus ouvertement les propositions de l'Allemagne sur l'avenir de la zone euro. Si les discussions sur la réforme de l'UE confirmaient le choix d'une triangulaire, le pouvoir de négociation de la Pologne ou de l'Europe centrale en général s'en trouverait renforcé dans une certaine mesure, et cela leur éviterait les versions les plus extrêmes d'une Union « à plusieurs vitesses ». Tout dépendra de la capacité du gouvernement polonais à mettre en œuvre une politique étrangère plus pragmatique et conciliatrice que celle dont il a l'habitude. ☞

Paweł Zerka, économiste et politologue, directeur du programme de recherche sur la politique étrangère et les relations internationales au sein de l'institut WiseEuropa (Varsovie)

¹⁾ Espagne, Portugal, Italie et Grèce.